

**Une voix:** Que penser de la Norvège, de la Suède et des Pays-Bas?

**M. Thompson:** Nous avons également visité ces pays. Si l'entreprise privée n'avait pas joué un rôle dans ces pays, ils n'existeraient plus.

**Des voix:** Bravo!

**M. Thompson:** Les députés de ce coin-là citent toujours la Suède en exemple et, pourtant, 95 p. 100 des industries, en Suède, appartiennent à l'entreprise privée.

**M. Broadbent:** J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur.

**Des voix:** Asseyez-vous.

**M. Broadbent:** Je soulève la question de privilège. Le député prétend que j'ai dit que l'entreprise privée devrait être abolie. Or j'ai dit que le Canada profiterait grandement de la situation qui existe présentement en Suède, où l'entreprise privée et l'entreprise publique se marient harmonieusement.

**Une voix:** Pourquoi invoquer le Règlement?

**Une voix:** Pourquoi soulever la question de privilège?

**M. Thompson:** Je ne vois aucune raison de soulever la question de privilège. Ce que je veux souligner c'est que le développement des ressources humaines au Canada est le facteur le plus important de notre croissance économique.

A ce sujet, j'aimerais attirer l'attention du ministre sur un document, dont il connaît l'existence, j'en suis sûr, le Livre blanc sur les ressources humaines publié par le gouvernement de l'Alberta il y a environ un an. Ce document suggère l'adoption d'une nouvelle méthode pour le développement des ressources humaines.

**M. l'Orateur suppléant (M. Bécharde):** A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé.

**Des voix:** Continuez.

**M. l'Orateur suppléant (M. Bécharde):** La Chambre y consent-elle à l'unanimité?

**Des voix:** D'accord.

**M. Thompson:** Merci beaucoup, monsieur l'Orateur. Il ne me reste que quelques observations à faire. Je prétends tout bonnement que la méthode à bâtons rompus adoptée par le gouvernement ne vaut rien. Quatre principes fondamentaux sont énoncés dans ce Livre

blanc, et je les signale au ministre. Le premier, c'est qu'il faut accorder la priorité à la mise en valeur de nos ressources humaines. Deuxièmement, il faut accorder une importance nouvelle à l'individu dans cette mise en valeur—non pas au secteur public mais au particulier—afin qu'il puisse mettre à profit son esprit d'initiative et ses talents. Troisièmement, il faut établir des buts et des objectifs plus vastes quant à l'exploitation de nos ressources matérielles. Enfin, il faut favoriser beaucoup plus l'intégration et la coordination des aspects humanitaires et matériels de la mise en valeur de nos ressources.

Si cela était réalisé, il y aurait quelque espoir de résoudre le problème de nos étudiants, qu'ils recherchent des emplois d'été ou qu'ils commencent leurs carrières. Ce serait une façon de relever un défi important et il est regrettable que cet après-midi le ministre ait négligé lamentablement de saisir l'occasion offerte par le chef de l'opposition (M. Stanfield) qui a pris sur lui d'énoncer quelques-uns des programmes que le gouvernement devrait établir pour venir à bout de ces difficultés. Faute d'une ferme assurance de la part du gouvernement, le seul parti qui s'offre à nous est d'appuyer ce soir la motion de défiance envers le gouvernement à cause de sa négligence à relever ce défi.

**Des voix:** Bravo.

[Français]

**M. Gérard Loiselle (secrétaire parlementaire du ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Monsieur l'Orateur, nous avons entendu, cet après-midi, les partis de l'opposition reprocher au gouvernement et au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. MacEachen) de ne pas s'occuper de trouver des emplois d'été pour les étudiants et de ne pas développer les ressources de la main-d'œuvre au Canada.

Je peux dire, monsieur l'Orateur, que le ministère est au courant de ces problèmes et que les fonctionnaires des différents centres de la main-d'œuvre sont conscients, plus que jamais, de la tâche qu'ils ont à accomplir cette année, en vue de trouver du travail aux étudiants dont le nombre ne cesse d'augmenter chaque année. Leur tâche est d'autant plus difficile que la situation économique ne s'améliore pas au même rythme que le nombre d'étudiants augmente.

Dans sa motion de censure contre le gouvernement, le chef de l'opposition (M. Stanfield) fait des reproches que le député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent) amplifie en disant qu'il s'est fié au secteur privé et non organisé.